

signaler que la mise sur pied d'un système libéral de paiement et d'échanges qui s'est avéré essentiel pour l'expansion d'après-guerre a été une initiative commune. C'est la vision dont nous avons fait preuve à Bretton Woods qui a contribué à l'édification des grandes institutions multilatérales qui ont vu le jour au cours des 50 dernières années : la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, l'Accord général sur les tarifs et le commerce. C'est également notre volonté commune qui a permis de mener à bien la récente entente de Marrakech, laquelle est particulièrement étoffée.

L'Europe et l'Amérique du Nord ne pourront continuer d'être les chefs de file de l'économie mondiale si elles se retranchent dans des blocs économiques distincts. Il faut refuser de voir l'Atlantique comme un obstacle, comme l'ont souligné les impasses qui ont souvent marqué les négociations de l'Uruguay des dernières années, mais le considérer plutôt comme un lien entre nos deux continents.

La question qui se pose actuellement est la suivante : comment pouvons-nous revigorer nos relations avec l'Europe? Bien sûr, nous pouvons compter en partant sur des instruments institutionnels comme l'OTAN [Organisation du Traité de l'Atlantique Nord] ou l'OCDE [Organisation de coopération et de développement économiques] pour promouvoir efficacement nos intérêts mutuels, et nous pourrions revitaliser ou réformer ces organismes. Toutefois, s'il est vrai que nous vivons à une époque où la diplomatie politique doit céder le pas à la diplomatie économique, alors toute démarche significative pour renforcer nos relations avec l'Europe doit passer par l'économie.

Aussi vigoureuses que soient nos relations aux plans du commerce et de l'investissement, il est toujours possible de les améliorer. Même après la mise en œuvre intégrale des accords d'Uruguay, le Canada et l'Union européenne, chacun pour leur part, continueront de faire face à des barrières tarifaires dans des secteurs-clés. Les droits de douane ne constituent pas le seul obstacle, ni l'obstacle principal, à l'intégration de nos économies. La surveillance des investissements étrangers, les différences de normes, les pratiques préférentielles en matière d'approvisionnement et d'autres particularités de nos économies doivent être les nouveaux éléments sur lesquels porteront nos efforts de libéralisation. Dans un sens, notre objectif n'est pas seulement d'assurer un plein accès aux marchés mais aussi d'accroître la compétitivité, le dynamisme et la masse critique des économies de chaque côté de l'Atlantique.

Cette conférence pourrait être l'occasion d'explorer les voies possibles pour façonner notre avenir commun. Dans cette démarche, rien ne nous oblige à restreindre notre exploration en fonction des événements passés ou de nos réalisations dans d'autres forums. Bien qu'il soit trop tôt pour donner les détails d'une